

RD Congo Les vols suspendus à l'aéroport

Des dizaines de morts à travers le pays

Cinquante-deux assaillants ont été tués et 39 capturés hier à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, dans des attaques qui ont ciblé également Lubumbashi, chef-lieu de la riche province du Katanga (sud-est), et Kindu, chef-lieu de la province du Maniema (est). Au total, le gouvernement affirme que plus de 70 « terroristes » ont été tués dans le pays.

Des tirs près de la résidence de Mutombo

Dans la matinée, des jeunes armés de machettes et d'armes à feu ont forcé l'entrée de la radio-télévision publique et pris en otages des journalistes. Peu après, des tirs ont résonné à l'aéroport international de Ndjili et à l'état-major général à Kinshasa.

Les assaillants de la télévision à Kinshasa se réclamaient du pasteur Joseph

Mukungubila Mutombo, candidat à la présidentielle de 2006, remportée par l'actuel chef de l'Etat, Joseph Kabila. Les deux hommes sont originaires du Katanga, où se trouve actuellement le président.

Tuerie à l'aéroport de Kinshasa

À Lubumbashi, un défenseur des droits de l'Homme a expliqué que les tirs étaient localisés aux abords de la résidence du pasteur Mukungubila Mutombo.

Toutes les compagnies aériennes ont suspendu leurs vols à l'aéroport international de Kinshasa, où l'intervention des forces de sécurité a fait au moins 24 morts.

Dans l'après-midi, des corps gisaient encore sur le tarmac et la route principale de l'aéroport.

Hier soir, l'armée affirmait avoir « la situation totalement en main ».

Yémen Cinq soldats et trois assaillants tués

Attaque contre l'armée : huit morts

Cinq soldats et trois assaillants sont morts dans une attaque lancée hier contre une position de l'armée dans le sud du Yémen. L'attaque a visé une position de l'armée près de la ville de Redfane, dans la province de Lahaj, a précisé une source militaire qui explique que « des assaillants du Mouvement sudiste armés de fusils automatiques et de roquettes antichar ont déclenché l'attaque, détruisant deux blindés et tuant cinq soldats ». Les assaillants ont perdu trois hommes, mais

réussi à enlever quatre soldats.

Des responsables du Mouvement sudiste de la région ont toutefois nié toute implication dans cette attaque qui intervient sur fond de tension dans le sud du Yémen. La région est secouée par des violences depuis plusieurs jours, avec un regain des revendications autonomistes sudistes et des protestations de tribus à la suite de la mort du chef de l'Alliance des tribus de Hadramout, Saïd Ben Habriche, début décembre dans un accrochage avec l'armée.

Terrorisme Deux attentats-suicide en deux jours à Volgograd

La puissance russe touchée

Au moins quatorze morts dans un trolley hier matin, après les 17 de dimanche à la gare. À quelques semaines des JO de Sochi, Poutine renforce les mesures de sécurité dans toute la Russie.

Les deux attentats-suicide de Volgograd, dimanche et lundi, font bien plus que 31 morts (17 à la gare centrale, dimanche, 14 dans un trolleybus, hier). Ils frappent un symbole de la Russie. Entre 1925 et 1961, Volgograd s'appelait Stalingrad et c'est là, en 1942-43, qu'a eu lieu la plus longue et la plus meurtrière bataille de toute la Seconde Guerre mondiale. Pas moins de deux millions de soldats russes, allemands, hongrois, roumains et italiens y ont été tués ou blessés, selon les chiffres officiels russes.

Stalingrad a été le Verdun de la Russie. Pour la première fois de la guerre les troupes de Hitler ont capitulé et nombre d'historiens considèrent que la bataille a été le tournant du conflit.

L'emblème de la Russie victorieuse

Malgré la déstalinisation et le changement de nom, sous Khroutchev, Volgograd reste l'étendard de la « Grande Guerre patriotique » et l'emblème de la Russie victorieuse. Est-ce pour cela que les kamikazes islamistes ont décidé de frapper là, à mille kilomètres de Moscou, et autant de Sochi, où auront lieu les Jeux olympiques d'hiver, à partir du 7 février ? En octobre dernier déjà, un kamikaze s'était fait sauter dans un bus à Volgograd, tuant six personnes.

Malgré ce premier attentat, les services de sécurité ont été pris de court, et les autorités ont dû renforcer encore les mesures de sécurité déjà drastiques, en vue des JO.

À Volgograd, le comité antiterroriste russe a demandé aux habitants de ne pas sortir sans leurs papiers d'iden-

tité. Le directeur du FSB (héritier du KGB), Alexandre Bortnikov, s'est rendu sur place. Le ministère de l'Intérieur a renforcé les contrôles routiers.

À des milliers de kilomètres de là, à Saint-Pétersbourg, les feux d'artifice de la nuit du Nouvel an, devenu la plus grande fête russe depuis la fin de l'URSS ont été annulés.

« Veuve noire »

Les explosifs utilisés dimanche et lundi sont semblables, ce qui convainc les enquêteurs que les deux attentats sont liés. Celui de dimanche a été commis par une femme. Selon la presse russe, il s'agit d'une « veuve noire » successivement mariée à deux combattants islamistes tués par les soldats russes. L'attaque de lundi a été perpétrée par un homme et l'enquête mène vers le Daguestan, une république du Caucase proche de la Tchétchénie, où les attentats de la rébellion islamiste, Dokou Umarov, avait appelé en juillet à des attaques pour empêcher « par tous les moyens » le déroulement des JO.

Les guerres dans le Caucase, où les extrémistes musulmans veulent une république islamiste, ont déjà lourdement endeuillé la région et toute la Russie. En 1999, une série d'attentats à l'explosif avait fait 293 morts à Moscou, déclenchant la deuxième guerre de Tchétchénie. En 2002, un commando tchétchène avait réussi à tuer 800 personnes en otages dans un théâtre de Moscou. L'assaut des forces russes avait fait 130 morts. En 2004, des terroristes avaient pris plus de mille personnes en otages dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord. Là encore, l'assaut russe avait été d'une violence extrême, et 330 morts avaient été dénombrés.

Patrick FLUCKIGER



Questions à Antoine Basbous

Politologue, directeur de l'Observatoire des pays arabes

« Deux attentats en deux jours, ça fait mal »



Que recherchent les terroristes qui ont frappé deux fois en deux jours à Volgograd ?

Le lien avec les Jeux olympiques de Sochi paraît évident. Il s'agit de noircir l'image de la Russie, de déstabiliser Poutine, afin que ces Jeux soient un échec. Poutine a fait des gestes pour apaiser la communauté internationale avant les Jeux. Il sait que tous les regards se tournent vers Sochi. Ces attentats discréditent son autorité.

La guerre de Tchétchénie continue...

Aujourd'hui le rapport des forces en Tchétchénie est en

faveur du régime. Pour les attentats de Volgograd, le théâtre est sans doute caucasien, mais les racines dépassent le Caucase. L'engagement total de Poutine auprès d'Assad en Syrie n'arrange pas les choses.

Les JO sont-ils menacés ?

L'intention de les transformer en cauchemar est là. Est-ce que les terroristes ont la capacité de le faire ? Je ne sais rien. Ce qui est sûr, c'est que les gens qui voudront y assister réfléchiront à deux fois, ou même à dix fois avant de se rendre à Sochi.

Que va faire Poutine ?

Ce n'est pas le genre de gars qui va reculer. Au contraire, il va exploiter ces attentats sur le plan intérieur et international, en endossant le rôle de rempart contre le terrorisme, et en se posant, pour ce faire, en allié des États-Unis. Si les services russes parviennent à stopper cette série, ou si elle s'arrête d'elle-même, Poutine pourra dire qu'il a préservé la sécurité des Jeux. Si au contraire, elle continue, ce sera dramatique pour lui. Déjà, deux attentats en deux jours, ça fait mal.

Propos recueillis par Patrick FLUCKIGER

express

Chine

L'endettement local explose

L'endettement des gouvernements locaux chinois s'établissait fin juin à 17 900 milliards de yuans (2 100 milliards d'euros), un bond de 67 % en deux ans et demi, selon un audit national, un emballement que Pékin cherche désormais à endiguer. Ce chiffre comprend l'ensemble des dettes, garanties pour des crédits et autres engagements financiers contractés par les provinces, districts et municipalités, a précisé la Cour des comptes chinoise dans un rapport publié hier.

Suisse

Khodorkovski obtient un visa

L'ex-oligarque Mikhail Khodorkovski, qui séjourne à Berlin depuis sa sortie de prison en Russie, a obtenu un visa de trois mois lui permettant de se rendre en Suisse, où vit sa famille. Grâce à la surprise générale le 20 décembre par le président russe Vladimir Poutine, M. Khodorkovski avait reçu de l'Allemagne un visa pour un an. Il ne veut pas rentrer en Russie, en raison d'une condamnation au civil toujours valide d'un montant de 550 millions de dollars.

Turquie

Le pays réclame Pinar Selek

Le gouvernement turc a lancé une procédure pour obtenir l'extradition de Pinar Selek, une sociologue turque condamnée dans son pays pour terrorisme et exilée en France. La sociologue qui vit

actuellement à Strasbourg, a été condamnée en janvier 2013 par un tribunal d'Istanbul à la prison à vie pour avoir participé à un attentat à l'explosif contre un site touristique turc qui avait fait sept morts en 1998.

Antarctique

Les passagers seront évacués

La plupart des passagers du navire russe désigné par les glaces près de l'Antarctique doivent être évacués par un hélicoptère chinois. Les autorités australiennes ont annoncé plus tôt dans la journée qu'un brise-glace américain parti à la rescousse du navire MV Akademik Chokalski avait dû faire demi-tour pour cause de mauvais temps. Partis reproduire l'expédition historique menée dans l'Antarctique il y a un siècle (1911-1914), les 52 passagers tous sont en bonne santé.

Grèce

L'ambassadeur allemand visé

La résidence de l'ambassadeur d'Allemagne à Athènes a été touchée hier par des tirs de kalachnikov, un attentat condamné par les responsables politiques grecs inquiets pour l'image du pays qui prend demain la présidence tournante de l'Union européenne. Vers 3 h 30 locales, des inconnus ont ouvert le feu depuis la rue en direction de la maison où se trouvait l'ambassadeur Wolfgang Dold à Halandri, banlieue résidentielle du nord d'Athènes, sans faire de blessés. Une soixantaine de douilles ont été trouvées sur les lieux mais seules quatre balles ont atteint la façade. Les tireurs ont pris la fuite.

Centrafrique Les plus jeunes sont les premières victimes du conflit

Des enfants soldats dans les deux camps

Selon une estimation de l'Unicef, environ 6 000 enfants de 12 à 18 ans prennent part aux combats en Centrafrique. Du fait de leur jeune âge, ils sont généralement envoyés en première ligne.

Amadou aura bientôt quinze ans. Filiforme, petit pour son âge, il cache son visage encadré par des mèches de cheveux. Ce fils d'une famille d'éleveurs nomades peuls ne parle que la langue de son ethnie et quelques mots d'arabe. Il n'a jamais connu les bancs de l'école. Enrôlé par une bande rebelle de la Séléka au début de l'année, à Damarra, dans le Nord, il a participé activement aux tueries et aux pillages, jusqu'à la prise de Bangui au début de l'été. La première fois qu'il a pressé sur la gâchette de sa Kalachnikov, c'était pour abattre les chèvres d'un paysan, dans l'un des villages conquis. Puis il a fauché un commerçant qui lui refusait des cigarettes. Une rafale dans les jambes. Les meurtres, les combats et les exactions s'enchaînaient sans honte, ni peur. Il fumait du chanvre, prenait des cachets de Tramadol, un puissant antalgique, sniffait de la colle. De quoi se donner du cœur à l'ouvrage. Il était lieutenant dans la Séléka et son colonel lui avait promis une petite fortune pour l'appâter : 5 millions de francs CFA, soit près de 8 000 euros qui devaient lui être remis lors du pillage de Bangui. Amadou n'a pas vu la couleur de l'argent, il n'a eu droit qu'à celle

du sang. Finalement remis à l'ONG Coopi qui travaille à la réhabilitation des enfants soldats avec l'Unicef, il a eu plus de chances que ses camarades tués ou blessés. En trois mois, l'aide psychologique a eu raison des hallucinations qui le tenaient éveillé au cœur de la nuit. Son rêve, maintenant, c'est de devenir chauffeur, d'être un jour un homme comme les autres.

Un fusil pour se faire respecter

Amadou n'a rien d'un cas isolé. Son histoire est banale dans cette Centrafrique déchirée par la haine. Selon une estimation de l'Unicef, ils seraient encore 6 000 enfants

de moins de 17 ans à se battre pour les ex-rebelles Séléka ou pour les milices chrétiennes anti-balaka ou encore pour le compte de groupes de pillards et de « coupeurs de route ». Certains n'ont pas dix ans.

Dans ce conflit, les enfants sont en première ligne. Les petits soldats mais aussi ces milliers d'orphelins que se partagent les organisations charitables de Bangui. Ceux qui ont encore une famille ne sont pas pour autant tirés d'affaire. D'autres maux menacent. La moitié de la population ne mange pas à sa faim. Dénutrés, les plus jeunes sont exposés aux maladies. « Un

jeune enfant peut mourir du paludisme en quelques heures », témoigne Marie-Hélène, infirmière à l'hôpital communautaire de Bangui. Et le paludisme, ici, est très virulent, surtout dans sa forme cérébrale foudroyante.

Il suffit de visiter les camps de réfugiés pour comprendre combien les enfants sont vulnérables. Pas d'argent, pas d'école, pas de travail, à peine de quoi survivre. Pour certains, choisir la guerre, c'est rêver d'une vie meilleure. Et porter un fusil, la garantie de se faire respecter. Un engrenage mortel.

De notre envoyé spécial en Centrafrique Ludovic BASSAND

Mali : le ministre avec les soldats

Il ne sera pas en Centrafrique, mais sur l'autre front de ce voyage – le sixième au Mali depuis le début de l'année – Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, passera la nuit de la Saint-Sylvestre avec les soldats français encore déployés au Mali dans le cadre de l'opération Servail.

Le ministre est arrivé hier soir à Bamako, d'où il doit se rendre au nord du pays ce matin avant de revenir dans la capitale pour réveiller avec les soldats français. L'opération Servail, lancée le 11 janvier 2013 pour arrêter une offensive de djihadistes en direction de Bamako, a presque un an. Jean-Yves Le Drian en précisera les prochaines étapes lors de ce voyage – le sixième au Mali depuis le début de l'année – selon le ministre.

Il évoquera également, avec le président malien Ibrahim Boubacar Keita, le « renouvellement de la base légale de la coopération militaire entre la France et le Mali ». Le reste encore 2 500 soldats français au Mali mais leur nombre devrait être ramené « rapidement » à un millier d'hommes, qui conduiront des « actions de contre-terrorisme » et contribueront à la formation de l'armée malienne, explique le ministre.